



Munich Personal RePEc Archive

**Animal industries in western France :  
the industrial territories of  
Chateau-Renault and Surgères.**

Perrin, Cedric

IDHES - Evry

January 2011

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/53010/>  
MPRA Paper No. 53010, posted 05 Mar 2014 14:18 UTC

## LES INDUSTRIES ANIMALES DANS L'OUEST : LES TERRITOIRES INDUSTRIELS DE CHATEAU-RENAULT ET SURGERES

Cédric Perrin  
IDHE – Université d'Evry

Les pays d'Europe, dont la France, sont marqués aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles par les processus d'industrialisation et de croissance économique. Cependant, leur développement n'est pas spatialement homogène et des régions restent rurales et agricoles ; parmi celles-ci l'Ouest de la France. La géographie industrielle française, comme celle de sa population, a longtemps été marquée par la fameuse ligne Le Havre – Marseille séparant les foyers industriels et démographiques du Nord et de l'Est de la France rurale de l'Ouest et du Sud-ouest. L'Ouest demeure un espace sous-industrialisé au moins jusqu'à la décentralisation industrielle qui commence à prendre place à la fin des années 1950. Dès lors l'Ouest devient un espace industriel qui compte, avec une concentration et une croissance des emplois du secteur secondaire importantes. C'est la période, pour ne citer que les exemples les plus marquants, de l'installation de Citroën à Rennes (1954 et 1961) ou du développement de Renault au Mans<sup>1</sup>. L'industrialisation de l'Ouest se trouve ainsi associée à la décentralisation industrielle et au découplage taylorien entre les usines, qui arrivent dans cet espace, et les sièges sociaux qui restent dans la région parisienne ; il serait d'ailleurs plus juste de parler de déconcentration industrielle. Ce schéma n'est pas faux – il prend appui sur une réalité statistique bien connue des géographes – mais il n'est cependant pas suffisant car il sous-estime l'existence d'industries rurales plus anciennes, antérieures aux années 1960-1970. La construction de cette image peut s'expliquer par la domination du modèle de la grande usine fordiste au moment de la décentralisation qui conduit à considérer les petites industries comme quantités négligeables, désuètes et archaïques. Or, les industries des territoires de l'Ouest sont largement des PME. La recherche historique, suivant ce schéma, ne s'est intéressée que récemment aux rôles des PME et des territoires dans le processus de l'industrialisation. En 1977, *l'Histoire de la France rurale* dirigé par Georges Duby et Armand Wallon ne consacre encore que quatre pages aux industries rurales et essentiellement pour signaler leur « fin »<sup>2</sup>. Depuis, sous l'impulsion notamment des travaux Sylvie Guillaume et de Michel Lescure, suivis par de nombreux autres, l'historiographie a beaucoup progressé sur la question des PME, en s'intéressant notamment depuis une dizaine d'années à leur rôle dans la

---

<sup>1</sup> Le site créé dès 1920 voit sa main d'œuvre tripler entre 1950 et 1970 pour atteindre 10 000 salariés.

<sup>2</sup> Georges Duby, Armand Wallon (dir.) *Histoire de la France rurale*, 4 : depuis 1914, Le Seuil, Paris, 1977, p. 339-343.

construction de territoires industriels, tels que les districts mis en évidence par l'économiste anglais Alfred Marshall<sup>3</sup>.

Cette contribution s'intéresse à deux de ces territoires industriels de l'Ouest : Château-Renault et Surgères. Les deux présentent plusieurs points communs qui autorisent la comparaison. Ce sont de petites villes encadrées dans des espaces ruraux ; celles que l'INSEE qualifie depuis 1998 de pôles ruraux<sup>4</sup>. Surgères comptait 6049 habitants en 1990 et 6520 en 2008 ; Château-Renault respectivement 7029 et 5321<sup>5</sup>. Les deux se situent en périphérie de leur département, au nord-est de la Charente-Maritime pour Surgères et au nord-est également de l'Indre-et-Loire pour Château-Renault, à environ trente-cinq kilomètres l'une et l'autre de leur préfecture, respectivement La Rochelle et Tours. Enfin, et surtout pour ce qui nous intéresse ici, les deux sont de petits centres industriels qui se sont développés autour de la transformation de produits d'une même origine animale, en l'occurrence la vache dont Château-Renault exploitait les cuirs et Surgères le lait, et que l'on peut qualifier d'industries animales. Dès lors, nous essaierons de comprendre comment ces territoires industriels se sont constitués sur la base de ces industries animales ? Sous quelles formes ? Comment ont-ils évolué ?

## **I. La formation des deux territoires au XIX<sup>e</sup> siècle**

### **1. Aux origines du district de Château-Renault**

La sociologie italienne, qui a puissamment contribué au regain d'intérêt pour le concept de district industriel dans les années 1970, tout en le faisant évoluer, a posé la question de l'origine historique des districts mais sans toutefois que la question soit bien tranchée. Arnaldo Bagnasco a notamment mis en avant l'hypothèse d'une relation avec les structures de la propriété foncière ancienne et donc avec l'organisation du milieu rural antérieur au district<sup>6</sup>. La filiation avec les

---

<sup>3</sup> S. Guillaume, *La confédération générale des petites et moyennes entreprises, CGPME, un autre syndicalisme patronal, 1944-1978*, Presses Universitaires de Bordeaux, 1987. M. Lescure, *PME et croissance économique, l'expérience française des années 1920*, Economica Paris, 1996. M. Lescure (dir.), *La Mobilisation du territoire. Les districts industriels en Europe occidentale du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, CHEFF, 2006. A. Marshall, *Principes d'économie politique*, Paris, 1906 (1<sup>ère</sup> éd. Londres, 1890), particulièrement les chapitres X et XI du livre 1. Disponible sur le site de l'Université du Québec à Chicoutimi : [http://classiques.uqac.ca/classiques/marshall\\_alfred/marshall\\_alfred.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/marshall_alfred/marshall_alfred.html),

Pour une présentation plus détaillée de cette historiographie des PME et des territoires : Florent Le Bot, Cédric Perrin, « Des historiographies en perspective : PME, territoires et industrialisation en Espagne et en France » dans F. Le Bot, C. Perrin (dir.) *Les chemins de l'industrialisation en Espagne et en France. Les PME et le développement des territoires. Los caminos de la industrialización en España y en Francia. Las PYMES y el desarrollo de los territorios (siglos XVIII-XXI)*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

<sup>4</sup> *Les campagnes et leurs villes*, INSEE/INRA, coll. portrait social, Paris, 1998. Liste des pôles ruraux p. 199.

<sup>5</sup> *Ibidem* pour la population de 1990. Pour la population communale de 2008 : <http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/populations-legales/>

<sup>6</sup> A. Bagnasco, *Tre Italia. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Il Mulino, 1977. A. Bagnasco, C. Trigilia, *La construction sociale du marché. Le défi de la troisième Italie*, Editions de l'ENS Cachan, 1993

anciennes corporations de métiers est une autre hypothèse fréquemment avancée. S'agissant de Château-Renault, la prédisposition à la formation d'un district industriel repose sur la rencontre de trois facteurs principaux : la géographie physique, l'histoire et la proximité de centres urbains. Les tanneries sont une industrie qui a besoin d'eau ; l'une des phases de la production des cuirs est le travail de rivière. De ce point de vue, Château-Renault est un site intéressant puisque la petite ville est traversée par deux sous-affluents de la Loire : la Brenne et le Gault. Toutefois, cette situation géophysique n'est pas déterminante ; d'autres villes de rivières n'ont pas de tanneries. Surgères abrite elle-aussi une tannerie, sur les bords de la Gères, un sous-affluent de la Charente, mais ce n'est pas cette activité qui s'est développée ici<sup>7</sup>. L'histoire est un autre facteur important car la présence des tanneries à Château-Renault est ancienne. Deux des tanneries importantes de la période contemporaine, celles des frères Peltereau, sont présentes depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Cette activité a connu des hauts et des bas et elle est plutôt en retrait au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais, il reste que la tannerie est une activité bien implantée dans la ville, qui se trouve donc bien placée pour capter la croissance du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, la relative proximité de centres urbains peut avoir favorisé l'implantation ancienne de cette industrie, notamment à un moment où le Val de Loire a abrité la cour royale<sup>8</sup>. Château-Renault se trouve approximativement à mi-chemin des villes de Tours, Blois et Vendôme. Ces dernières représentent des marchés proches qui ont pu aider à maintenir l'activité, même dans les périodes en retrait. En outre, elles ont rejeté pour elles-mêmes cette industrie « sale ».

Le district ne prend réellement forme qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Le nombre d'entreprises croît progressivement entre 1810 et 1860. Au moins, 8 tanneries fonctionnaient en 1830. Il est très stable entre 1860 et 1880, avec toujours 14 ou 15 entreprises. Le district connaît ensuite un essor jusqu'en 1920 durant lequel le nombre d'entreprises augmente jusqu'à 17 en 1900 et 1920.

## **2. Surgères et la naissance du mouvement coopératif laitier**

Dans les années 1880, la crise du phylloxéra détruit progressivement les vignobles poitevins et charentais dont les exploitants se reconvertissent notamment dans l'élevage bovin pour le lait. Cette reconversion s'accompagne de la création de multiples établissements industriels<sup>9</sup> qui vont ramasser le lait puis le transformer, en beurre et en fromages dans un premier temps, puis dans

---

<sup>7</sup> AD17, 10Fi1136 et 10Fi1165, clichés Louis Cassegrain.

<sup>8</sup> L'inventaire des Archives départementales d'Indre-et-Loire formule ainsi l'hypothèse du rôle des marchés de cours dans l'essor du XVI<sup>e</sup> siècle.

<sup>9</sup> L'inventaire industriel de Poitou-Charentes évoque plus de 200 établissements créés entre 1880 et 1950.

d'autres produits comme la caséine. La majorité se trouve dans le Nord de la Charente-Maritime (l'Aunis) et le sud des Deux-Sèvres<sup>10</sup>.

Le 13 février 1888, Eugène Biraud est à l'initiative de la première coopérative qui est créée dans le hameau de Chaillé, sur la commune de Saint Georges-du-bois située immédiatement au nord-est de Surgères. Elle marque la naissance du mouvement coopératif laitier en Poitou-Charentes : 65 laiteries coopératives voient le jour entre 1880 et 1894. Le mouvement continue de s'étendre ensuite : il en existe près 98 en 1900 et 127 dans les années 1920 qui regroupe près de 81 000 sociétaires<sup>11</sup>. Rapidement, il s'organise avec en particulier la fondation, en 1893, de l'Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou, dont le siège social est à Niort mais dont les locaux sont à Surgères<sup>12</sup>.

Ce schéma n'est pas sans rappeler d'autres situations semblables ailleurs en Europe, notamment dans les Asturies en Espagne. Dans cette région montagneuse du Nord de la péninsule ibérique, le développement de la production laitière conduit les exploitants à s'organiser pour valoriser les surplus. Dans les années 1880 et 1890, soit dans la même période qu'à Surgères, un tissu de petites entreprises fromagères voit le jour pour traiter les excédents de lait qui ne pouvait pas être conservés. Rafael Domínguez parle de la formation d'un district agro-alimentaire laitier dans les Asturies, la Cantabrie et le nord du León durant le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>.

## II. Des industries encastrées dans leur territoire

La période 1880-1930 est celle de l'apogée de Château-Renault et de l'essor de Surgères. Le développement de ces industries animales entraîne l'économie locale, mais ces territoires adoptent des organisations différentes : le district à Château-Renault, la coopérative à Surgères.

### 1. L'ancrage local

L'importance de ces industries animales dans leur territoire se mesure à plusieurs indices : leur poids dans l'économie urbaine, le développement d'autres activités autour d'elles, les relations avec le monde rural environnant. Ces industries acquièrent ainsi un rôle structurant.

Dans le cas de Château-Renault, l'activité économique de la ville est très dépendante du tannage des cuirs jusque dans les années 1920. Le rythme de créations de sociétés, par exemple, est celui des tanneries. Sur les 15 nouvelles sociétés créées entre 1890 et 1914, six sont des tanneries, soit 40% du total. Au début des années 1920, ce chiffre monte quasiment à 60%. Les

---

<sup>10</sup> G. Reverseau, « Les industries laitières dans les Charentes », *Annales de Géographie*, 189, 1925, p. 213.

<sup>11</sup> *Ibidem*

<sup>12</sup> Sur ce sujet, Jeanne Boudet *L'industrie laitière en Aunis*, Mémoire DES, Université de Poitiers, 1958.

<sup>13</sup> R. Domínguez, « la industria láctea en España, 1830-1985 », dans Carlos Barciela y Antonio di Vittorio, *Las industrias agroalimentarias en Italia y España durante los siglos XIX y XX*, Publicaciones de la Universidad de Alicante, 2003, p. 470 et 475.

tanneries sont de loin le premier employeur de la ville. Dans les années 1880, elles occupent 450 ouvriers pour une population communale de 4200 habitants. Au-delà de la seule ville de Château-Renault, le district apparaît longtemps comme le principal centre industriel tourangeau. C'est ainsi que le décrit le premier rapport d'inspection de la succursale de la Banque de France implantée à Tours en 1858<sup>14</sup>.

De même, Surgères devient un pôle de l'industrie charentaise. Mais, en revanche, son organisation ne suit pas le modèle du district. L'industrie laitière ne suscite pas la création de nombreuses entreprises, mais s'appuie essentiellement sur la coopérative, dont l'importance se développe progressivement. En 1902, l'Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou installe à Surgères une station industrielle laitière<sup>15</sup>. Puis en 1905 elle y implante une école laitière<sup>16</sup>, en coopération avec Pierre Dornic, inspecteur des laiteries coopératives de l'Ouest depuis 1897. L'association et l'inspecteur collaborent aussi dans la recherche d'un plan type de laiterie coopérative. Surgères devient un pôle en centralisant les institutions de l'industrie laitière picto-charentaise.

Ces deux filières de transformation des produits bovins structurent aussi leur territoire en y attirant d'autres activités. Elles agissent comme des industries industrialisantes. À Château-Renault, il faut rajouter aux tanneries les industries connexes : des fabriques de chaussures, de colles, des moulins à tan ainsi que le négoce des cuirs. Ces activités se développent avec le district. En 1868, elles se réduisent encore à une fabrique de colles fortes qui emploie 30 personnes, à côté des 15 tanneries et de leurs 700 ouvriers<sup>17</sup>. Deux fabriques de chaussures emploient 65 et 48 personnes vers 1905<sup>18</sup>. Les usines de colle sont plus modestes : les établissements Rousselot, Valentin et C<sup>ie</sup> emploient une vingtaine de salariés au tournant du siècle. Les moulins à tan sont eux de très petits établissements installés dans Château-Renault et les communes voisines. Au total, ces industries connexes font travailler environ 150 personnes au début du XX<sup>e</sup> siècle.

À Surgères, un véritable quartier industriel se développe près de la gare en liaison avec la laiterie, avec deux types d'entreprises : celles qui transforment les sous-produits du lait et les fournisseurs. Une petite usine produit de la glace pour les laiteries qui ne possèdent pas de frigorifiques et une autre des emballages<sup>19</sup>. De petites entreprises métallurgiques et mécaniques

---

<sup>14</sup> Archives de la Banque de France, rapport d'inspection de la succursale de Tours, 1858.

<sup>15</sup> Une description dans : Charles Passerat, *Les plaines du Poitou*, thèse, Paris, librairie Ch. Delagrave, 1909, p. 332-333. Voir aussi le compte-rendu de cette thèse par Paul Vidal de la Blache dans *Annales de géographie*, 1910, 106, pp. 366-369.

<sup>16</sup> Arrêté du Ministère de l'Agriculture du arrêté du 20 décembre 1905.

<sup>17</sup> AN F12 4508, Statistique industrielle des départements, Indre-et-Loire.

<sup>18</sup> AD37 2P883, patentes, Château-Renault.

<sup>19</sup> G. Reverseau, op. cit., p. 217.

fabriquent le matériel en inox dont a besoin la laiterie : les tanks pour transporter le lait, les écrémeuses ou les malaxeurs nécessaires à la fabrication du beurre. La plus importante est la société des moteurs Poyaud. Abel Poyaud qui exploite un atelier de construction mécanique depuis 1909, fonde en 1918 la Société surgérienne de construction mécanique pour équiper l'industrie laitière en petits moteurs à essence. Très rapidement, la firme diversifie ses fabrications en produisant des moteurs de locomotives et pour la marine<sup>20</sup>. Les métaux qu'elle travaille proviennent de sa filiale les Fonderies Charentaises, également à Surgères.

Les caséineries sont plus directement liés à la transformation du lait. La caséine est une protéine du lait récupérée notamment lors de la fabrication du fromage après l'ajout de la présure qui produit une réaction chimique et provoque sa précipitation. Elle est utilisée notamment par les industries chimiques pour la fabrication des peintures ou en viticulture dans l'élaboration de certains vins blancs. La première caséinerie, la société l'Industrie laitière, est créée à Surgères en 1904 par un entrepreneur tchèque, Kichner<sup>21</sup>. Le principal établissement est l'Union coopérative des caséineries, société coopérative fondée en 1912, qui s'installe en 1914 près de la gare de Surgères<sup>22</sup>.

Enfin, l'ancrage local de ces industries tient aux relations économiques qu'elles entretiennent avec leur territoire en amont, notamment avec l'agriculture locale, mais aussi en aval, pour la clientèle et les marchés. Pour ces industries animales, les rapports avec l'agriculture locale sont importants car celle-ci fournit la matière première : le lait et les peaux. L'industrie du cuir veille à la qualité des produits issus de l'élevage local. Pour garantir celle-ci, elle établit des préconisations pour les éleveurs et les abattoirs: proscrire l'usage de l'aiguillon pour mener les bêtes dans les pâturages, veiller aux dépréciations des peaux causées par les clôtures barbelées ou par les parasites<sup>23</sup>... Les tanneries trouvent aussi localement les matières tannantes, notamment l'écorce de chêne transformée dans les moulins à tans. L'une des principales usines possède sa propre exploitation forestière à Semblançay (au nord de l'Indre-et-Loire). Il faut toutefois souligner qu'à Château-Renault le territoire ne suffit pas aux besoins des tanneries qui reçoivent des peaux et des tanins d'origines plus lointaines. Le lien avec l'agriculture locale est encore plus important à Surgères. La laiterie est une coopérative fondée par les éleveurs des environs pour travailler la matière première locale. L'environnement local compte aussi pour les débouchés qu'il fournit. Si Surgères et Château-Renault se développent en s'assurant une réputation nationale<sup>24</sup>, une grande partie de la production est écoulee localement. Le beurre et le lait produits à Surgères

---

<sup>20</sup> Inventaire du patrimoine industriel de Poitou-Charentes : <http://inventaire.poitou-charentes.fr>

<sup>21</sup> G. Reverseau, op. cit., p. 216.

<sup>22</sup> <http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/merimee>, notice IA17000275.

<sup>23</sup> Archives nationales F12 8807, programme proposé à la commission consultative des cuirs, mai 1923.

<sup>24</sup> Cf. *infra*.

alimentent les marchés urbains voisins. De même, les sous-produits comme la caséine sont destinées à des usines locales, comme cette petite entreprise de Saint-Vaize, L'Isogallith, qui dans les années 1920 transforme la caséine en galalithe, une matière plastique qui imite l'aspect de l'ivoire. À Château-Renault, les artisans cordonniers, bourreliers et selliers de l'Ouest forment le premier groupe de la clientèle de la tannerie Peltereau-Tenneson dans les années 1870 et 1880. Sans surprise, l'Indre-et-Loire est le département d'origine de la majorité de ses clients<sup>25</sup>.

## 2. Un monde d'artisans et de PME

Si les entreprises structurent leur territoire différemment, elles ont cependant en commun d'appartenir au monde des PME et de l'artisanat. Au fil des archives, les données statistiques sur la main d'œuvre, l'équipement matériel ou la production, font apparaître de petites unités.

Dans les dossiers individuels des patentes, la main d'œuvre des tanneries varie entre 3 et 30 ouvriers<sup>26</sup>. Une cinquantaine de personnes sont présentes sur un cliché de l'usine Placide Peltereau<sup>27</sup>. Les entreprises de Surgères se situent dans la même catégorie. La laiterie coopérative de Chaillé emploie une vingtaine de personnes lors de son déménagement près de la gare dans les années 1920. Les patentes donnent aussi un aperçu des équipements avec le nombre et la puissance en CV des machines à vapeur, qui oscille entre 6 et 25 CV vers 1898, ou le nombre de fosses pour les tanneries : le plus petit tanneur n'utilise que 15 fosses alors que l'établissement le plus important en possède 167. À titre de comparaison, la caséinerie de Surgères disposent en 1928 de trois moteurs à gaz ou à essence de 50, 40 et 10 CV, de quatre moteurs électriques, deux gazogènes, deux laveurs, six moulins doubles et quatre concasseurs pour une production annuelle de 1 600 tonnes<sup>28</sup>.

En moyenne, les tanneries du district castelrenaudin à son apogée, emploient entre 10 et 20 salariés. Elles disposent de 30 à 40 fosses pour traiter les peaux et elles possèdent 1 chaudière à vapeur pour faire marcher les machines, d'une puissance moyenne de 16 CV<sup>29</sup>. Toutes sont de petites entreprises, mais des différences sensibles apparaissent entre-elles, avec à un bout des entreprises artisanales qui emploient 4 ou 5 salariés, 1 marteau mécanique, 15 à 20 fosses et à l'autre bout les « grandes places » qui emploient 30 ouvriers, voire plus, et un matériel plus important (4 marteaux, plus de 100 fosses, une ou deux machines à vapeur développant jusqu'à 25 CV).

---

<sup>25</sup> AD37 62JP 49 à 57, dossiers individuels des clients de la tannerie Peltereau.

<sup>26</sup> AD37 2P883, patentes. Mais cette source fiscale ne retient que la main d'œuvre qui compte pour établir l'assiette d'imposition.

<sup>27</sup> AD37 10Fi63\_66, daté du 12 juin 1901.

<sup>28</sup> Base Mérimée, *op. cit.*

<sup>29</sup> Ce dernier chiffre est toutefois tout à fait indicatif en raison de la faiblesse du nombre d'usines pour lequel cette information est disponible.

### 3. La régulation du district à son apogée

Les tanneries de Château-Renault sont confrontées à une activité cyclique. Entre 1860 et 1920, elles font face à une alternance de pics d'activités (1858-1860, 1866, 1870, 1898-1904, 1907, 1917-1919) et d'années difficiles (1861, 1871-1872, 1876-1882, 1903-1904, 1911)<sup>30</sup>. Les pics sont liés notamment aux guerres durant lesquelles le marché des chaussures pour l'armée assure du travail aux tanneries. L'apogée vers 1920 coïncide avec le programme des Chaussures nationales, voulu par le ministre Etienne Clémentel<sup>31</sup>. Si malgré ces fluctuations, le nombre d'entreprises reste lui très stable, c'est que leurs dirigeants en reportent les effets sur les moyens de production : le travail et le capital fixe. Ils s'appuient sur la plasticité - autrement dit la flexibilité - du territoire. En période d'activités restreintes, chaque entreprise du district réduit ses capacités. Lors du boom de la production à la fin de la 1<sup>ère</sup> GM, la plus importante tannerie de la place fait fonctionner jusqu'à 167 fosses<sup>32</sup>. La même n'en utilise plus que 102 en 1922, puis 123 en 1925. L'emploi de l'équipement varie beaucoup d'une campagne de production à l'autre.

De même, le volume de la main d'œuvre connaît d'importantes variations. La tannerie Peltreau-Enault, par exemple, emploie 29 ouvriers (hommes et majeurs) en 1913 avant que ce chiffre ne tombe à 19 pendant la guerre<sup>33</sup>. Les besoins de la Chaussure nationale le fait remonter à 27 en 1919. En 1924, il grimpe jusqu'à 28. Il rechute ensuite à 20 en 1927 et 1928. La main d'œuvre varie donc beaucoup d'une année sur l'autre, et dans une année elle connaît d'importantes variations saisonnières. En 1884-1885, par exemple, l'usine de colle forte Froger-Bourdon emploie jusqu'à 27 personnes entre mars et octobre et elle n'en emploie plus que 19 entre octobre et mars. Cette saisonnalité compte sûrement beaucoup dans les variations interannuelles. D'une année sur l'autre, au moment de la reprise de l'activité, les entrepreneurs ajustent leurs embauches à leurs besoins. Ils ne reprennent pas tout le monde en période creuse ou, au contraire, ils embauchent davantage si les carnets de commande sont pleins.

La pérennité du district se fait donc au prix de contraintes sociales lourdes. Si le nombre d'établissements est assez stable, la main d'œuvre de ceux-ci varie beaucoup. L'instabilité de l'activité est reportée sur la main d'œuvre. Ce sont les ouvriers qui la subissent avec le chômage. Pourtant, ceux-ci semblent accepter ce fonctionnement ou du moins ils composent avec et n'y opposent pas de résistance très active. La conflictualité sociale dans les tanneries est faible. Ce

---

<sup>30</sup> D'après les rapports de la Banque de France déjà citées.

<sup>31</sup> Sur ce programme, voir notamment John Godfrey, *Capitalism at war : industrial policy and bureaucracy in France, 1914-1918*, Hambourg, Lemington Spa, New York, Berg, 1987, p. 144 et s. ; F Le Bot, C. Perrin, « Mobiliser l'industrie de la chaussure, mobiliser ses territoires », *Terrains et travaux*, 19, à paraître 2011.

<sup>32</sup> AD37, 2P883, patentes.

<sup>33</sup> *Id.*

mode de régulation n'est possible que parce que le territoire offre d'autres ressources. Dans cet espace rural, la possession d'un lopin de terre ou le travail agricole permettent d'amortir les crises industrielles.

### **III. Du local au national : des trajectoires opposées**

Au-delà de leur assise territoriale, les industries animales de Château-Renault et de Surgères s'appuient sur la réputation qu'elles parviennent à s'assurer à l'échelle nationale, voire au-delà. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les cuirs de Château-Renault sont une référence de qualité sur le marché national. De même qu'à la fin du siècle, Surgères en devient une pour les produits laitiers, tout particulièrement pour le beurre. Toutefois, le décalage dans la chronologie « cache » la divergence de ces deux territoires au XX<sup>e</sup> siècle avec, à partir de 1930, le déclin de Château-Renault et la pérennisation de Surgères.

#### **1. Le déclin de Château-renault**

Au niveau national, la tannerie est une industrie extrêmement éclatée avec d'une part les concentrations usinières de Mazamet, Graulhet ou Château-Renault, et d'autre part de très nombreux établissements dispersés sur tout le territoire national : 3750 établissements pour 1448 entreprises en 1921<sup>34</sup>. Du fait de cette atomisation, Château-Renault n'en représente que 1,5%. Néanmoins, le district est le quatrième centre de production du pays et concentre près de 10% de la main d'œuvre nationale. De plus, les tanneurs castelrenaudins sont très impliqués dans l'organisation de la profession. Dans les années 1920, le président d'honneur du Syndicat général des Cuirs et Peaux de France est Placide Peltreau et l'un des neufs vice-présidents est aussi un tannier de Château-Renault. Cette influence reflète la réputation des cuirs de la cité tourangelle. Celle-ci est protégée par une marque déposée au greffe du tribunal de commerce de Tours les 27 novembre 1886 et 29 août 1891<sup>35</sup>. Seuls les tanneurs de la ville respectant le processus de fabrication décrit en détail lors du dépôt et contrôlé par l'Union des fabricants tanneurs de Château-Renault peuvent appliquer la marque UT sur leurs cuirs. La réputation de cette marque se trouve confirmée par celles qui tentent de s'en approcher. La tannerie Henri Wauquiez, par exemple, utilise une marque déposée avec le mot Touraine alors qu'elle est installée près de Lille<sup>36</sup>.

---

<sup>34</sup> AN F12 8807, rapport Lepage, Ministère du Travail, pour le nombre d'établissements. F. Le Bot, *La fabrique réactionnaire, op cit.*, p. 40. D'après M. Cousin, *L'organisation actuelle de l'industrie du cuir en France*, Tours, 1943, pour le nombre d'entreprises.

<sup>35</sup> AD37 6U241, registre du dépôt des marques de fabrique, article 169 et 233.

<sup>36</sup> Publicité parue dans *La Halle aux cuirs*, 20 mai 1924.

Si le district est à son apogée vers 1920, les prémices des difficultés sont repérables dès la fin des années 1920. Les banques locales qui financent le district disparaissent. Les créations s'effondrent. Entre 1922 et 1939, une seule société fondée à Château-renault est une tannerie. Si jusqu'alors le rythme total des créations dépendait de celui des tanneries, désormais il s'autonomise. Surtout, le nombre de tanneries entame son déclin. Il n'en existe déjà plus que 12 en 1939. Puis, la moitié disparaît entre 1947 et 1957 et il n'en demeure qu'une demi-douzaine en activité en 1960. La crise ne fait que donner le coup de grâce au district. Seules 2 tanneries subsistent en 1980 et enfin la dernière ferme en 1985. La tannerie n'existe plus désormais que dans la mémoire collective et l'identité de la ville à travers le legs de son patrimoine industriel. Une ancienne tannerie abrite le Musée du cuir ; une autre a récemment été réhabilitée pour abriter les bureaux de la communauté de communes du Castelrenaudais.

Plusieurs raisons principales expliquent cette disparition. Ce déclin s'inscrit dans un contexte national difficile auquel Château-Renault ne fait pas exception : 1448 entreprises de tannerie en 1921, 780 en 1939, 700 en 1951<sup>37</sup>. En 2010, la Fédération française de la tannerie-mégisserie ne recense plus que 78 tanneries dans le pays. Ce déclin général tient notamment à une crise des débouchés ; les usages du cuir ont largement diminué. Les cuirs fabriqués à Château-Renault sont principalement des gros cuirs qui servent à la fabrication des chaussures et plus particulièrement des semelles. Or, l'industrie de la chaussure est elle-même en crise<sup>38</sup>. Dans le département d'Indre-et-Loire, le nombre d'usines de chaussures baisse régulièrement : 14 en 1885, 12 en 1927, 9 en 1938<sup>39</sup>. Les établissements de plus de 10 salariés employaient 1533 ouvriers en 1920 et seulement 530 en 1937. À Château-Renault, l'usine Nectoux passe de 48 à 10 salariés entre 1929 et 1937. L'évolution du secteur s'est accompagnée dès l'entre-deux-guerres d'une réorganisation à l'échelle nationale au cours de laquelle la cohésion locale du district s'est trouvée fragilisée. À la suite de mouvements de concentration nationaux, les sièges sociaux sont déplacés à Paris et les établissements castelrenaudins se trouvent insérés dans de nouveaux réseaux nationaux qui les éloignent des flux internes qui font le district. La réorganisation nationale de l'industrie du cuir conduit à un affaiblissement du territoire.

## 2. Les forces de Surgères

À Surgères, au contraire, l'insertion croissante dans le marché national renforce le territoire. Très tôt, l'industrie laitière cherche à se développer hors du marché local. En 1899, l'Association

---

<sup>37</sup> M. Cousin, *L'organisation actuelle de l'industrie du cuir en France*, Tours, 1943, cité par F. Le Bot, *La fabrique réactionnaire*, *op cit.*, p. 40.

<sup>38</sup> Cf. F. Le Bot, *op. cit.*

<sup>39</sup> Pour 1885, AN F12 statistiques industrielles des départements. Pour 1927 et 1938, AD37 10M203, rapport de l'inspection du travail du 28 janvier 1938.

centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou réalise une ligne de wagons réfrigérés au départ de Surgères, qui lui permet d'atteindre le vaste marché parisien, qu'elle alimente notamment en beurre.

Une étape majeure est franchie avec la constitution à Surgères en 1936 du Groupement des Laiteries Coopératives (GLAC) Charentes-Poitou qui rassemble 144 coopératives de la région afin d'organiser le ramassage du beurre et d'assurer son acheminement vers Paris par wagons réfrigérés. Cette organisation permet un développement de l'activité qui se poursuit après la guerre. En 1955, la laiterie de Surgères est agrandie et sa production atteint 60000 hl de lait à la fin des années 1950. Elle se lance aussi dans de nouvelles fabrications comme le lait en poudre. L'opération est confiée à deux architectes de Cognac Ch. Pavid et W. Barbey qui conçoivent plusieurs autres laiteries dans le département, notamment à Aytré, Taugon et Saint-Jean-de-Liversay<sup>40</sup>. La coopérative commence aussi à développer ses exportations avec, par exemple, la création d'une filiale vers l'Espagne en 1963. Dans les années 1970 et 1980, le GLAC prend le contrôle de plusieurs coopératives laitières régionales en difficultés. Il développe son assise hors du Poitou-Charentes, notamment en Vendée. En 1995, la SA Lescure-Bougon rejoint le GLAC. Le groupement est alors restructuré : toutes les coopératives adhérentes fusionnent. Plus récemment, il s'est développé hors de son bassin géographique d'origine en prenant le contrôle d'établissements en Auvergne et en Bretagne. Le GLAC emploie directement 46 personnes au siège de Surgères et l'ensemble des coopératives du groupe rassemble 1200 salariés en 2010. Le site industriel de Surgères est exploité par la coopérative Charentes-Lait et produit du beurre et de la caséine ; la production de lait en poudre à Surgères a été abandonnée au profit d'autres sites du GLAC. Ce dernier a aussi installé à Surgères la COREL sa filiale de commercialisation des bovins, qui emploie 8 personnes.

Le succès de l'industrie laitière surgérienne s'appuie sur une reconnaissance de la qualité du produit. Le beurre Charentes-Poitou est protégé par une appellation d'origine contrôlée (AOC) depuis 1979<sup>41</sup>. Il doit être produit dans un établissement de Charente, de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres, de la Vendée ou de la Vienne, sans colorants, sans antioxygène ni substances désacidifiantes; après pasteurisation, la crème doit passer par un temps de maturation biologique d'au moins douze heures. Des contrôles qualités sont réalisés par l'ENILIA.

Cette dernière représente le dernier élément du renforcement de Surgères. L'École laitière créée par l'Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou et l'inspecteur Pierre Dornic en 1905 est devenue une ENIL (École nationale de l'industrie laitière) en 1955, avant de prendre la dénomination d'ENILIA (École Nationale d'Industrie Laitière et des

---

<sup>40</sup> Base Mérimée : <http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/merimee>

<sup>41</sup> Décret du 29 août 1979, *Journal officiel* du 31 août 1979.

Industries Agroalimentaires) en 1987 avec l'ajout d'une filière sur la transformation des produits de la mer. Enfin, en 2006, l'ENSMIC (École Nationale Supérieure de Meunerie et des Industries Céréalières) est rattachée à l'ENILIA et s'installe à Surgères. Surgères voit ainsi progressivement son importance nationale se renforcer.

Au final, ces industries animales, bien encadrées dans leur environnement rural, sont à l'origine de la création de territoires industriels dans l'Ouest dès le XIX<sup>ème</sup> siècle. Ceux-ci se sont organisés sur des modes différents et suivants des chronologies différentes aussi. L'industrialisation est plus précoce à Château-Renault et elle prend la forme bien connue d'un district industriel regroupant plusieurs tanneries ; elle est plus tardive à Surgères et l'industrie laitière s'organise autour d'une entreprise coopérative autour de laquelle se développe d'autres activités. Au-delà de cette différence d'organisation, les deux cités émergent en tant que pôles ruraux activés par un monde de petites entreprises. Quand la « décentralisation » industrielle surgit, elle trouve dans l'Ouest des territoires industriels pré-existants mais inégalement dynamiques. A Château-Renault, le district se délite et la décentralisation industrielle s'y implante fortement. Celle-ci opère en somme une remobilisation du territoire<sup>42</sup>. Neuf des vingt-quatre entreprises suivies par le Fond de Développement Economique et Social (FDES) dans leur décentralisation vers l'Indre-et-Loire s'implantent à Château-Renault<sup>43</sup>. Au contraire, à Surgères, à la fois plus loin de Paris et dont l'industrie locale se porte bien, le FDES ne suit aucune décentralisation.

---

<sup>42</sup> Sur la notion de mobilisation du territoire : M. Lescure (dir.), *La mobilisation du territoire*, Paris, CHEFF, 2006.

<sup>43</sup> AN F12, FDES, dossiers des entreprises qui ont sollicité une prime pour décentralisation, Indre-et-Loire. Cartons 11331-11334 pour l'Indre-et-Loire et 11226-11228 pour la Charente-Maritime.